

(N° 336)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUIN 1926.

Projet de loi

approuvant la Convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques (1),

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. DE WINDE.

MESSIEURS,

La Convention signée entre la Belgique et les Pays-Bas, dont le projet de loi propose l'approbation, a pour objet d'étendre à nos relations judiciaires avec nos voisins de Hollande le bénéfice des avantages que la Convention franco-belge du 8 juillet 1899 assure depuis un quart de siècle à nos relations avec nos voisins du Sud.

Sans être calquée sur la Convention franco-belge, la Convention hollando-belge s'inspire — il ne pouvait en être autrement — des mêmes principes et dans un grand nombre de ses articles en reproduit le texte.

La mise en pratique de la Convention franco-belge et son application par la jurisprudence des deux pays durant ce quart de siècle ont permis aux délégués, auteurs de la Convention hollando-belge, de combler les lacunes et de dissiper les obscurités qu'a révélées la Convention franco-belge.

Le rapport-annexe à l'exposé des motifs du projet de loi et qui est l'œuvre collective des délégués des deux pays, chargés par leurs Gouvernements respectifs d'élaborer la Convention, en sera le meilleur commentaire. Il présente ce grand et rare mérite de constituer pour les praticiens du droit, dans les deux pays, une source d'interprétation d'autant plus précieuse qu'il figure, en un texte unique, de langue française, dans les documents parlementaires soumis aux délibérations des deux Parlements.

Comme la Convention franco-belge, la Convention avec les Pays-Bas a pour

(1) Projet de loi, n° 403 (Session extraordinaire 1925).

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, était composée de MM. Carton de Wiart, Colleaux, Dejardin, De Winde, Hallet, Jennissen, Masson, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Vos.

objet d'établir des règles communes que pourront invoquer dans l'un et l'autre pays les Belges et les Néerlandais dans les actions judiciaires où sont en cause des citoyens de l'un ou l'autre pays, ou même des étrangers à ces pays.

Ces règles communes ont trait :

- 1° les unes à la compétence judiciaire territoriale (articles 1 à 10);
- 2° les autres, à l'autorité et à l'exécution de décisions judiciaires ou arbitrales prononcées dans un des deux pays ainsi que des actes authentiques dressés dans un des deux pays et devant être exécutés dans l'autre (articles 11 à 19);
- 3° d'autres enfin concernant la faillite déclarée dans un des deux pays au point de vue de ses effets exécutoires dans l'autre pays (articles 20 à 25).

*
* *
*

Sans vouloir toucher à l'œuvre capitale que constitue, au point de vue de la portée de la Convention, le rapport des délégués, il nous sera permis d'indiquer les grandes lignes de la Convention et de nous arrêter quelque peu aux textes nouveaux par lesquels elle se différencie de la Convention franco-belge.

TITRE I.

De la Compétence Territoriale.

L'article 1 établit le principe de règles de compétence communes aux nationaux des deux pays et comme conséquence l'abolition pour les défendeurs Belges en Néerlande de l'article 127 du Code de procédure civile qui est l'équivalent de l'article 14 du Code civil français : (Een vreemdeling kan, zelfs wanneer hij in Nederland zijn verblijf niet houdt, voor den Nederlandsche rechter worden gedagvaard ter zake van verbintenissen door hem jegens een Nederlandschen onderdaan, het zij in Nederland of in een vreemd land, aangegaan. — L'étranger, même non-résidant dans les Pays-Bas pourra être cité devant le juge néerlandais pour l'exécution des obligations par lui contractées avec un Néerlandais, soit en Néerlande ou à l'étranger), ainsi que de l'article 53 de la loi belge du 25 mars 1876 pour les défendeurs néerlandais en Belgique.

Mais comme demandeurs les Belges pourront invoquer dans les Pays-Bas, à l'égard des étrangers défendeurs, la compétence exceptionnelle de l'article 127 du code de procédure civile néerlandais, et les Néerlandais pourront se prévaloir en Belgique, vis-à-vis des étrangers défendeurs, des dispositions des articles 52 et 53 de la loi du 25 mars 1876.

La survivance, en France, de l'article 14 du Code civil, qui, comme l'article 127 du Code de procédure civile néerlandais autorise la citation d'un étranger devant le juge du domicile du demandeur, a, malgré la Convention franco-belge de 1899, donné lieu en Belgique à des controverses importantes dont les échos se trouvent consignés notamment dans la *Pasicrisie belge*, année 1904, page 293, à l'occasion d'un arrêt de la Cour de Cassation du 4 juillet 1904, refusant l'exequatur à un jugement d'un tribunal français, uniquement compétent à raison du domicile du demandeur, et ce parce que l'une des règles communes de compétence établies par la Convention franco-belge, à savoir la suppression de l'article 14 du Code civil dans les relations entre les deux pays, avait été méconnue par cette décision.

La Convention hollando-belge a prévu la difficulté qu'à eu à trancher l'arrêt de la Cour de Cassation et elle l'a résolue en érigeant dans l'alinéa 2 de l'article 2 une règle commune que ne contenait pas *in terminis* tout au moins, la Convention franco-belge.

L'article 3, alinéa 2, n'admet le *forum actoris* que si en vertu des lois des deux pays, de la Convention ou des Conventions internationales, il n'existe aucun autre tribunal compétent.

Au cas d'une demande d'exequatur d'un jugement rendu par un tribunal uniquement compétent à raison du domicile du demandeur, il y aura donc lieu, conformément au 5° de l'article 11 de la Convention hollando-belge, de vérifier si la règle inscrite a été ou non respectée.

Non sans raison, la Convention hollando-belge ne va pas jusqu'à refuser l'exequatur à toute décision judiciaire émanant d'une juridiction uniquement compétente à raison du domicile du demandeur comme l'a fait l'arrêt de Cassation du 1 juillet 1904 en se basant sur la Convention franco-belge.

Il peut se produire des circonstances, rares, il est vrai, où aucun tribunal, autre que celui du demandeur, ne soit compétent. Il faut, dès lors, maintenir cette compétence. C'est ce que fait, d'ailleurs, dans ce cas, l'article 53 de la loi belge du 25 mars 1876, sur la compétence.

*
**

Les articles 3 et 4 établissent les principes en la matière.

L'article 3 consacre le principe de la compétence du *juge du domicile*, comme la Convention franco-belge.

Mais l'article 4, qui constitue une heureuse innovation, érige, à côté de la compétence du juge du domicile, la compétence du *forum contractus*. « En matière mobilière (personnelle), civile ou commerciale, le demandeur peut saisir de la contestation le juge du lieu, où l'obligation est née, a été ou doit être exécutée. »

Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'avantage que cette règle présente, au point de vue d'une justice prompte et éclairée.

L'article 2 de la Convention franco-belge dispose : « Si le défendeur n'a ni domicile ni résidence en Belgique ou en France, le demandeur français ou belge, peut saisir de la contestation le juge du lieu où l'obligation est née, a été ou doit être exécutée. »

Des débats sans fin (voir les indications jurisprudentielles, en sens divers, dans la *Pasicrisie Belge*, 3^e partie, année 1925, page 7, sous un jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 8 novembre 1924) ont eu lieu sur la question « de savoir si le droit d'assigner au *forum contractus* était, d'après la Convention franco-belge, *subsidaire* seulement à la compétence du juge du lieu du domicile ou *facultative* ».

Le texte de l'article 4 de la Convention hollando-belge met fin à ces discussions et aux divergences jurisprudentielles, en admettant la faculté pour le demandeur d'assigner *à son gré*, soit devant le juge du domicile, soit devant le juge du lieu où l'obligation est née, a été ou doit être exécutée.

Les articles 5 et 6 ne sont que la reproduction de la Convention franco-belge.

L'article 7, à l'encontre de l'article 5 de la Convention franco-belge, n'attribue pas toujours compétence pour connaître de l'existence de la créance, en cas de saisie-arrêt, au tribunal du lieu de la saisie-arrêt, mais seulement si la partie saisie n'a ni domicile, ni résidence dans aucun des deux pays. Cette disposition est évidemment justifiée par l'intérêt du débiteur saisi.

La Convention hollando belge ne reproduit pas les articles 6 et 7 de la Convention franco-belge, déclarant compétent, en matière de contestations relatives à la tutelle et à des successions, le juge du lieu où la tutelle ou la succession s'étaient

ouvertes. La raison de cette omission se trouve vraisemblablement dans l'article 3 qui, tout en proclamant le principe de la compétence du juge du domicile du débiteur, admet que l'une des deux législations nationales ainsi que des conventions internationales puissent contenir des exceptions à ce principe.

TITRE II.

De l'autorité et de l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques.

Les articles 11 à 14 sont, sauf quelques heureuses modifications de texte, la reproduction des articles 11 à 14 de la Convention franco-belge et se rapportent à l'autorité qui s'attache dans chacun des deux pays aux décisions judiciaires de l'autre pays et à leur force exécutoire dans ce pays, après que leur autorité aura été constatée.

Le texte de la Convention franco-belge se trouve encore amélioré par quelques dispositions incidentes dans la Convention hollando-belge, telles que celles qui précisent que les dispositions légales relatives à la compétence (répartition de la matière judiciaire entre les juridictions), à la forme et à la procédure ne concernent ni l'ordre public ni les principes du droit public, visés à la première des conditions énumérées à l'article 11.

Les articles 15, 16, 17 et 18 relatifs à l'exécution des sentences arbitrales et des actes authentiques et à l'effet des hypothèques sont la reproduction de la Convention franco-belge.

Mais en ce qui concerne l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, la Convention contient une disposition qui est absente dans le texte de la Convention franco-belge, c'est l'affirmation dans l'article 19 de ce que les dispositions du titre II, s'appliquent quelque soit la nationalité des parties.

L'exéquatur n'est pas un privilège pour les nationaux des pays contractants. C'est tout simplement la reconnaissance de la confiance que chacun des deux pays met dans les décisions des autorités judiciaires de l'autre. Cette confiance s'attache à toutes les décisions rendues dans chacun des deux pays, quelque soit la nationalité des plaideurs.

Cette affirmation met fin à une controverse, qui avait divisé des juristes éminents de France et de Belgique, mais uniquement au profit des relations judiciaires qui vont naître entre la Hollande et la Belgique.

TITRE III.

De la faillite.

Les articles 20 à 25, sauf l'article 23, sont la reproduction des textes de la Convention franco-belge. Les biens, meubles ou immeubles, dépendant de la faillite, restent grevés des privilèges et des hypothèques conformément aux lois du pays où ils se trouvent. Il n'était pas inutile de l'affirmer. C'est l'objet de l'article 23.

Le protocole additionnel constitue une sage prévision, puisqu'il dispensera de nouvelles négociations au cas où la Belgique instituerait la faillite du non-commerçant.

La Commission de la Justice vous propose, à l'unanimité, d'approuver la Convention.

Le Rapporteur,

E. DE WINDE.

Le Président,

EMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JUNI 1926.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het tusschen België en Nederland gesloten Verdrag, betreffende de territoriale rechterlijke bevoegdheid, betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN DE BURGERLIJKE EN STRAFRECHTELIJKE WETGEVING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE WINDE.

MIJNE HEEREN,

Het tusschen België en Nederland gesloten Verdrag, waarvan de goedkeuring door het Wetsontwerp wordt voorgesteld, heeft voor doel tot onze rechtsbetrekkingen met het naburige Holland de voorrechten uit te breiden welke het Fransch-Belgisch Verdrag van 8 Juli 1899, sinds een kwart eeuws, verzekert aan onze betrekkingen met de Zuiderburen.

Zonder een nieuwe uitgave te zijn van het Fransch-Belgisch Verdrag, wordt het Hollandsch-Belgisch Verdrag ingegeven — hetgeen niet anders kon — door dezelfde beginselen en in een groot getal zijner artikelen neemt het den tekst er van over.

Dank zij het inwerkingstellen van het Fransch-Belgisch Verdrag en diens toepassing door de rechtspraken van beide landen, in dit jongste kwart eeuws, konden de afgevaardigden, makers van het Hollandsch-Belgisch Verdrag, de leemten aanvullen en de duistere punten belichten welke het Fransch-Belgisch Verdrag hadden doen kennen.

Het verslag-bijlage van de Memorie van Toelichting, het Wetsontwerp vergezellende — het gezamenlijk werk van de afgevaardigden van beide landen, door hun onderscheidenlijke Regeeringen belast met het opmaken van het Verdrag — is daarvan het beste commentaar.

Het heeft die groote en zeldzame verdiensten, voor de rechtsgeleerden, in beide landen, een bron van interpretatie uit te maken van des te grooter waarde, daar

(1) Wetsontwerp, n^o 403. (B. Z. 1925).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Carton de Wiart, Colleaux, Dejardin, De Winde, Hallet, Jennissen, Masson, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Vos.

het, in een enkele taal, — de Fransche — voorkomt in de parlementaire stukken waarover beide Parlementen zullen moeten beraadslagen.

Evenals het Fransch-Belgisch Verdrag, heeft het Verdrag met Nederland voor doel gemeenschappelijke regelen vast te stellen op dewelke, in een of ander land, de Belgen en de Nederlanders zich kunnen beroepen bij de rechtsvorderingen waarbij burgers van een of ander land, of zelfs vreemdelingen van die landen, kunnen betrokken zijn.

Deze gemeenschappelijke regelen betreffen :

1° de eene, de territoriale rechtbevoegdheid (art. 1 tot 10) ;

2° de andere, het gezag en de uitvoering van de rechterlijke of scheidsrechterlijke beschikkingen, in een van beide landen uitgesproken, alsmede authentieke akten in een van beide landen opgemaakt en uitvoerbaar in het andere (art. 11 tot 19) ;

3° nog andere, de faillietverklaring in een van beide landen, ten aanzien van hare uitvoeringsgevolgen in het andere land (art. 20 tot 25).

*
*
*

Onverminderd het hoofdzakelijk werk dat, ten aanzichte van de draagwijdte van het Verdrag, het verslag van de afgevaardigden maakt, weze het ons gegund de grootte lijnen van het Verdrag aan te duiden en eenigszins stil te blijven bij de nieuwe teksten waardoor het zich van het Fransch-Belgisch Verdrag onderscheidt.

TITEL I.

Van de territoriale bevoegdheid.

In artikel 1 wordt het beginsel van de competentieregels, welke gemeen zijn aan de ingezetenen van beide landen en, dienvolgens, de intrekking, voor de Belgische verweerders in Nederland, van artikel 127 van het Nederlandsch Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, dat overeenstemt met artikel 14 van het Fransch Burgerlijk Wetboek : Een vreemdeling kan, zelfs wanneer hij in Nederland zijn verblijf niet houdt, voor den Nederlandschen rechter worden gedagvaard ter zake van verbintenissen door hem jegens een Nederlandschen onderdaan, het zij in Nederland of in een vreemd land, aangegaan, alsook van artikel 53 van de Belgische wet van 25 Maart 1876 voor de Nederlandsche verweerders in België.

Daar de Belgen echter als verweerders, in Nederland, ten aanzien van de buitenlandsche verweerders, de uitzonderlijke bevoegdheid zullen kunnen inroepen van artikel 127 van het Nederlandsche Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, zullen de Nederlanders in België, ten aanzien van buitenlandsche verweerders, de bepalingen kunnen inroepen van de artikelen 52 en 53 van de wet van 25 Maart 1876.

Het voortbestaan, in Frankrijk, van artikel 14 van het Burgerlijk Wetboek, dat, — evenals artikel 127 van het Nederlandsch Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, de dagvaarding toelaat van een vreemdeling voor den rechter in de woonplaats van den eischer, — heeft, ondanks het Fransch-Belgisch Verdrag van 1899, in België, aanleiding gegeven tot aanzienlijk meeningsverschil waarvan men, onder andere, vermelding vindt in de « *Pasicrisie belge* », jaar 1904, bladz. 293, bij gelegenheid van een arrest van het Hof van Cassatie, dd. 1 Juli 1904, waarbij het exequatur wordt geweigerd aan een vonnis van

een Fransche Rechtbank. alleen bevoegd wegens de woonplaats van den eischer, en dit omdat een der door het Fransch-Belgisch Verdrag vastgestelde gemeene competentieregels. te weten de intrekking van artikel 14 van het Burgerlijk Wetboek in de betrekkingen tusschen beide landen, door deze beschikking miskend was geworden.

Het Hollandsch-Belgisch Verdrag heeft de zwaarigheid voorzien welke moest opgelost worden door het arrest van het Hof van Cassatie en het heeft ze opgelost door in lid 2 van artikel 2 een gemeenen regel te stellen welke het Fransch-Belgisch Verdrag, ten minste *in terminis* niet inhield.

Artikel 3, lid 2, neemt het *forum actoris* slechts aan, bijaldien, — krachtens de wetten van beide landen, van het Verdrag of van de Internationale Verdragen, — er geen ander bevoegde rechtbank bestaat.

In geval het exequatur wordt aangevraagd van een vonnis verleend door een rechtbank, die alleen bevoegd is wegens de woonplaats van den eischer, zal dan, ingevolge n° 5 van artikel 11 van het Hollandsch-Belgisch Verdrag, moeten nagegaan worden of de ingeschreven regel al dan niet is gëerbiedigd geworden.

Niet zonder reden weigert het Hollandsch-Belgisch Verdrag het exequatur aan om 't even welke gerechtelijke beschikking uitgaande van een rechtscollege dat alleen bevoegd is wegens de woonplaats van den eischer, zooals dit werd gedaan door het arrest van het Hof van Cassatie dd. 1^{sten} Juli 1904, daarbij zich steunende op het Fransch-Belgisch Verdrag.

Er kunnen zich, wel is waar, zeldzame omstandigheden voordoen, dat geen enkele rechtbank, andere dan die van den eischer, bevoegd zij. Alsdan moet men die bevoegdheid behouden. Dit wordt, in zulk geval, overigens gedaan door artikel 53 der Belgische wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid.

* . *

De artikelen 3 en 4 vestigen de beginselen op dit gebied.

Artikel 3 huldigt het beginsel van de bevoegdheid van den *rechter der woonplaats*, naar het voorbeeld van het Fransch-Belgisch Verdrag.

Doch artikel 4, dat eene heilzame nieuwigheid invoert, richt, nevens de bevoegdheid van den rechter der woonplaats, de bevoegdheid op van *forum contractus*. « In persoonlijke, hetzij burgerlijke, hetzij handelszaken, kan de eischer het geschil brengen voor den rechter van de plaats, waar de verbintenis is ontstaan, is uitgevoerd of moet worden uitgevoerd. »

Het is overbodig aan te dringen op het voordeel van dezen regel met het oog op eene spoedige en verlichte rechtsbedeeling.

Artikel 2 van het Fransch-Belgisch Verdrag bepaalt : « Indien de verweerder noch woonplaats noch verblijfplaats in België of in Frankrijk bezit, kan de Fransche of de Belgische eischer het geschil aanhangig maken bij den rechter van de plaats waar de verplichting is ontstaan, uitgevoerd is geweest of uitgevoerd moet worden ».

Eindelooze debatten vonden plaats over het vraagstuk « te weten of het recht van dagvaarding bij *forum contractus*, luidens het Fransch-Belgisch Verdrag, slechts *afhankelijk* was van de bevoegdheid van den rechter der woonplaats ofwel *facultatief*. » (Zie de rechtsprakelijke aanwijzingen, in verschillenden zin, in de *Pasicrisie Belge*, 3^e deel, jaar 1925, bl. 7, bij eene uitspraak van de Rechtbank van Koophandel te Brussel, 8 November 1924).

Artikel 4 van het Hollandsch-Belgisch Verdrag stelt een einde aan deze rechtspraakelijke betwistingen en meeningsverschillen, met aan den eischer toe te laten te dagvaarden *naar beliefte*, hetzij voor den rechter der woonplaats, hetzij voor den rechter van de plaats waar de verbintenis is ontstaan, is uitgevoerd of moet worden uitgevoerd.

De artikelen 5 en 6 nemen eenvoudig den tekst over van het Fransch-Belgisch Verdrag.

In strijd met artikel 5 van het Fransch-Belgisch Verdrag, wordt door artikel 7 niet altijd aan het gerecht van de plaats van het beslag de bevoegdheid toegekend om kennis te nemen van het bestaan der vordering, in geval van beslag onder derden, tenzij de partij, te wier laste het beslag wordt gelegd, noch woonplaats, noch verblijfplaats heeft in een der beide landen. Deze bepaling wordt klaarblijkend gerechtvaardigd wegens het belang van den schuldenaar te wiens laste het beslag wordt gelegd.

Het Hollandsch-Belgisch Verdrag neemt de artikelen 6 en 7 van het Fransch-Belgisch Verdrag niet over, waarbij, in zake geschillen met betrekking tot de voogdij en erfenissen, bevoegd verklaard wordt de rechter van de plaats waar het recht op uitoefening van voogdij of erfopvolging opkomt.

De reden hiervan is waarschijnlijk te vinden in artikel 3; dit artikel erkent het principieel van de bevoegdheid van den rechter der woonplaats van den schuldenaar, doch neemt aan dat eene van beide landswetgevingen alsook internationale verdragen uitzonderingen op dit principieel bevatten.

TITEL II.

Van het gezag en van de tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten.

Artikelen 11 tot 14 zijn, behoudens enkele geslaagde tekstwijzigingen, de herhaling van de artikelen 11 tot 14 van het Fransch-Belgisch Verdrag en hebben betrekking op het gezag, in elk van beide landen, van de rechterlijke beslissingen van het andere land en dezer vatbaarheid voor tenuitvoerlegging, nadat het gezag er van is vastgesteld.

De tekst van het Fransch-Belgisch Verdrag is nog verbeterd door enkele bijkomende bepalingen in het Hollandsch-Belgisch Verdrag, zooals deze die verklaren dat de wetbepalingen betreffende de bevoegdheid (verdeeling van de rechterlijke stof onder de rechtscolleges), den vorm en de procedure, noch betrekking hebben op de openbare orde, noch op de principes van het publiek recht, vermeld in de eerste der bij artikel 11 opgesomde voorwaarden.

De artikelen 15, 16, 17 en 18, betreffende de tenuitvoerlegging van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten, en het van kracht worden der hypotheeken, zijn overgenomen uit het Fransch-Belgisch Verdrag.

Evenwel wat betreft het gezag en de tenuitvoerlegging van de rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten, behelst het Verdrag eene bepaling die niet voorkomt in het Fransch-Belgisch Verdrag, namelijk de bevestiging in artikel 19 dat de bepalingen van Titel II van toepassing zijn, welke ook de nationaliteit van partijen zij.

Het exequatur is geen voorrecht voor de onderhoorigen van de contracteerende landen. Het is eenvoudig de erkenning van het vertrouwen dat elk van beide landen stelt in de beslissingen der rechterlijke overheid van het andere. Dit

vertrouwen geldt voor al de beslissingen getroffen in elk van beide landen, welke ook de nationaliteit van de pleiters weze.

Deze bevestiging maakt een eind aan de betwisting die eminente juristen van België en Frankrijk had verdeeld, maar enkel tot voordeel van de rechtsbetrekkingen die tusschen Holland en België gaan geboren worden.

TITEL III.

Van het faillissement.

De artikelen 20 tot 25, behalve artikel 23, zijn overgenomen uit den tekst van het Fransch-Belgisch Verdrag. De roerende en onroerende goederen, waarop het faillissement slaat, blijven bezwaard met de voorrechten en hypothecken, overeenkomstig de wetten van het land waar zij zich bevinden. Het was niet onnoodig dit te bevestigen. Dit wordt gedaan in artikel 23.

Het additioneel protocol is eene wijze voorzorg, daar het nieuwe onderhandelingen onnoodig maakt in geval België het faillissement van niet-kooplieden instelt.

De Commissie voor de Justitie stelt u eenparig voor het Verdrag goed te keuren.

De Verslaggever,

E. DE WINDE.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

